

Fond d'aide au nucléaire: La rustine en demi-confetti.

Les gouvernements changent, mais les méthodes restent. De l'effet d'annonce qui ne sert à rien, sauf à soulager quelques esprits chagrins.

Loin d'être favorable à l'extension sans fin des aides publiques pour ce secteur d'activité qui est en pleine déconfiture, tant d'un point de vue écologique, de fausse rentabilité économique, tout autant que d'une prétendue indépendance énergétique. Ce qui a été vendue à l'opinion française, au prix de l'exploitation de la ressource uranium par le groupe Areva notamment, dans des conditions lamentables et des conséquences géopolitiques qui apparaissent au grand jour, les connexions du chantier militaire Hollandais au Mali. Du carburant spolié à bas cout depuis plus de 40 ans, pour 40% en approvisionnement des besoins nécessaires au parc nucléaire français, les tonnes d'Ua issues des mines du Niger, l'un des pays le plus pauvre au monde, le voisin malien.

Le Monde, ce grand quotidien qui est réputé de probité professionnelle, et de justesse d'analyse, est une fois de plus prit en défaut. Denis Cosnard n'y va pas avec le dos de la cuillère, Du Monde à Paris Match, il faut grossir les mots sans évoquer les maux, qualifiant cette annonce de « **grande décision** » ! Extrait : [...//...LE MONDE | 26.01.2013 à 15h06 Par Denis Cosnard. ...//...**La deuxième grande décision sera la création d'une structure d'aide à l'exportation. Après le fiasco d'Abou Dhabi, François Roussely, l'ex-patron d'EDF, avait proposé la création d'un groupement d'intérêt économique avec les grands acteurs du nucléaire...//...**]

Si cette annonce est contestable par les militants anti-nucléaires, ce qui est bien légitime, elle devrait l'être d'autant plus par les syndicats de salariés de cette filière, ceux qui ont en charge le respect des conditions de travail dans ce secteur nucléaire. Une condition primordiale, pour le maintien de la sécurité des réacteurs en fonctionnement, et plus encore pour la prévention de la santé des nomades du nucléaire, de la viande à rem, ceux qui sont employés à réaliser les travaux les plus dangereux et aux conséquences encore mal connues de l'opinion, mais pourtant bien réelles (Cf *les travaux de Annie Thébaud-Mony – Chercheuse, sociologue à l'Inserm*). Plus de 20 000 ouvriers interchangeables qui sont baladés de centrales en centrales pour servir la maintenance lors des arrêts techniques. Ce que la presse oublie une fois encore de mentionner, que les sous traitants, près de 600 entreprises pour la plus grande part des PME mises en concurrence pour le bénéfice des majors : EDF, Areva, Gdf Suez, et principalement, afin d'externaliser les taches les plus dangereuses, et de les dégager ainsi à moindre cout, de leurs responsabilités sociaux-médicales. Les expositions dites « de faible dose » sur le long le terme, ont pour conséquences, et à la suite de l'incubation des cancers associés. Tout bénéf pour Edf, et un trou de plus pour la Sécurité Sociale à moyen terme, qui devra prendre en charge le traitement de ces travailleurs précaires.

Une gestion humaine ultralibérale, appliquée dans ce secteur, qui « inquiétait » François Roussely, l'ancien patron d'EDF et rapporteur de Nicolas Sarkozy. L'ex pro-nucléaire déchu qui lui avait commandé une étude sur la réorganisation de cette filière à la suite du bide d'Abou Dhabi. François Roussely proposait une charte, le minimum plutôt que la réintégration de ces nomades dans les effectifs du principal bénéficiaire de ces pratiques esclavagistes, Edf commandé par l'hydre à deux têtes, probable traître, le si précieux indéboulonnable **Henri Proglio**, L'Es maître en chinoiseries !

Extrait du rapport de synthèse de François Roussely : [...//...**La sous-traitance est un enjeu de taille pour la filière nucléaire** : La seule maintenance des centrales nucléaires d'EDF en France emploie plus de 20 000 intervenants extérieurs regroupés au sein de 600 entreprises partenaires, dont 16 000 travaillent en zone contrôlée. Il est proposé, en se référant aux textes existants, d'établir une charte fixant les conditions de travail qui s'appliqueraient à tous les salariés du nucléaire en France. Cette charte pourrait s'inspirer de la Charte de Progrès et de Développement Durable établie en janvier 2004 entre EDF et les organisations professionnelles représentant les entreprises prestataires de services de maintenance intervenant sur ses installations nucléaires. ...//...]

	Analyse sommaire	note	Montant €	
A	Annonce du plan d'aide			
	Pour les PME secteur nucléaire	1	123 000 000	
B	La sous-traitance est un enjeu de taille pour la filière nucléaire			
	Effectif intervenant sur le parc EDF	2	20 000	
	Dont en zone contrôlée	2	16 000	
C	Estimation annuel en salaire			
	Emploi mensuel net		1 800	
	Emploi annuel net x 13		23 400	
	Emploi annuel Brut sal + patronal * 1,8		42 120	
D	Montant annuel Masse salariale			
	Sous traitant EDF		842 400 000	
	Montant mensuel		70 200 000	
E	Montant annuel Masse salariale			
	Sous traitant en zone contrôlée		673 920 000	
	Montant mensuel		56 160 000	
	Conclusion		Nbre/mois	
	Rapport Fond d'aide/Nombre Emplois induits			
	Sous traitant EDF		1,75	
	Sous traitant en zone contrôlée		2,19	
	Notes			
1	La presse			
2	Synthèse du rapport Roussely			

123 millions €, tout juste 2 mois de masse salariale !

En réalité, les 123 millions d'€ de Fond d'aide pour le secteur nucléaire, c'est une goutte d'eau dans un océan de dettes ! 123 M€, en comparaison des nécessités réelles de financement pour remettre la santé au travail au premier rang des priorités, tant pour les hommes, que pour la sécurité dans l'ensemble des centrales nucléaires françaises. D'autant plus les modalités de l'apport des 2/3 de ce fond d'aide par les industriels profiteurs, **pour nous dit-on de l'aide à l'export**, sont encore en discussions, pour une situation qui fait l'objet avec les syndicats de consultations depuis 2004.

Que ce gouvernement socialiste n'a toujours pas intégré la nécessité à mettre en place une politique sociale ambitieuse, pour corriger la gravité des situations ubuesques que vivent les quelques 16 000 employés qui travaillent en zones contaminées.

A ce sujet, le silence des alliés écologistes de gouvernement, signe la mort subite et prévisible du parti politique EELV. Qui nenni consent...